



**Die neuste Ausgabe des Angles d'Attactuelles zeigt einmal mehr, an wie vielen Fronten es zu kämpfen gilt.**

**Le dernier numéro d'Angles d'Attactuelles montre une fois de plus combien de fronts il y a à combattre.**

## Sommaire

- 2. Nouvelles menaces pour la Suisse, terre d'accueil des multinationales
- 3. Suggestion de lecture : Demain l'Europe
- 4-5. Verschuldete Menschenrechte
- 5. Klima des Wandels / Climat de Changement
- 6-7. Le projet d'accord-cadre entre la Suisse et l'Union Européenne est inacceptable !
- 8-9. Der Entwurf Rahmenabkommen zwischen der Schweiz und Europa ist inakzeptabel!
- 10-11. La 5G arrive ! Mais où est donc passé le principe de précaution ?
- 12-13. 5G kommt! Aber wo ist das Vorsorgeprinzip geblieben?
- 14. Invitation à l'Assemblée générale d'Attac Suisse
- 15. Einladung zur Generalversammlung von Attac Schweiz
- 16. Stellenausschreibung Co-Sekretär

Wie Tina Leoni Joye schreibt, beweisen die Diskussionen um das Rahmenabkommen, wie wenig die bürgerlichen Kräfte vom Lohnschutz halten. Auch beim Thema Steuerwettbewerb stiehlt sich die Schweizer Politik gerne aus der Verantwortung und macht getrost so weiter wie bisher – obwohl sich langsam auch regulierungsscheue Institutionen wie die OECD dem Problem bewusstwerden. Christine Dellsperger zeigt in ihrem Text dazu, wieviel solche transnationalen Bestrebungen bis jetzt gebracht haben. Ein weiteres Paradebeispiel, wie die durch Bestreben grosser Konzerne auf verfassungsrechtliche Grundsätze verzichtet wird, zeigt Urs Spillman in seinem Text über die 5G Technologie.

Nemo Krüger schreibt im Zusammenhang mit dem Credit-Suisse-Mosambik-Skandal über Menschenrechte und Verschuldung – und dass sich das kollektive Engagement auszahlt.

Wir hoffen, eines dieser Themen gibt euch auch Anlass, selbst aktiv zu werden. Denn gemeinsam sind wir denn durchaus in der Lage, etwas zu verändern. Attac steht weiterhin für diese Veränderungen ein.

Wir wünschen euch viel Spass bei der Lektüre.

Comme l'écrit Tina Leoni Joye, les discussions sur l'accord-cadre prouvent combien les forces bourgeoises pensent peu à la protection salariale. Les politiciens suisses aiment aussi ne pas prendre leurs responsabilités en matière de concurrence fiscale et continuer comme avant, même si des institutions telles que l'OCDE, pourtant peu enclines à réglementer, prennent peu à peu conscience de ce problème. Christine Dellsperger montre dans son texte à quel point ces efforts transnationaux ont été fructueux jusqu'à présent. Dans son texte sur la technologie 5G, Urs Spillman montre un autre excellent exemple de la façon dont les principes constitutionnels sont abandonnés par les grandes entreprises.

Nemo Krüger écrit à propos du scandale du Crédit Suisse Mozambique concernant les droits de l'homme et la dette – et que l'engagement collectif est efficace.

Nous espérons que l'un de ces articles vous donnera aussi l'envie d'agir vous-même. Car, ensemble, nous sommes en mesure de faire la différence. Attac continue de défendre ces changements.

Nous vous souhaitons beaucoup de plaisir à la lecture.

## Nouvelles menaces pour la Suisse, terre d'accueil des multinationales

**En mai 2019, la Réforme fiscale et le financement de l'AVS (RFFA) a été acceptée par 63,7% des votants. Ainsi, en liant l'imposition des entreprises à un financement supplémentaire pour l'AVS, le peuple a enfin avalé ce projet fiscal de l'imposition des entreprises si cher à la droite.**

La Suisse s'est ainsi mise en conformité avec les exigences de l'Union européenne qui n'acceptait plus la taxation préférentielle des multinationales, donc adieu aux statuts spéciaux. Cependant, pour que «la Suisse reste attractive», de nombreuses nouvelles niches fiscales ont été introduites à cette occasion et, surtout, les cantons – en particulier ceux qui connaissaient les statuts spéciaux – ont baissé ou baisseront leurs taux d'imposition. En moyenne cantonale ce dernier était de 20,8% en 2009, il passe à 17% en 2018 et risque de baisser encore un peu. En Suisse romande, il se situera même en dessous de 14%. A noter que ces taux s'appliquent aux bénéficiaires après déductions (par exemple pour la recherche et le développement ou les revenus liés aux brevets). La Suisse reste ainsi un havre de paix pour les multinationales peu enclines à payer des impôts.

Mais peut-être cette quiétude sera-t-elle de courte durée ? En effet, au sein de l'OCDE les choses commencent à bouger. Les premières mesures préconisées dans le cadre du BEPS(1) avaient été fortement critiquées par les ONG pour leur insuffisance. L'OCDE ne s'était pas ralliée à l'idée d'une taxe globale pour les multinationales (ou taxation unitaire) qui imposerait l'ensemble des filiales comme une seule entreprise(2). Néanmoins, l'OCDE reconnaît que les problèmes de l'évasion fiscale des mul-

tinatiales persistent. Elle veut maintenant s'attaquer en particulier à la fiscalité de l'économie numérique, volonté affichée par plusieurs gouvernements, dont celui de la France qui a déjà annoncé son intention de taxer enfin les GAFAs (Google, Apple, Facebook, Amazon) et plus généralement l'économie numérique. Les États-Unis de leur côté veulent imposer les gains réalisés par leurs entreprises à l'étranger.

Aujourd'hui, une société qui réalise des bénéfices dans des pays où elle n'a pas d'implantation physique échappe généralement à la taxation. Une option avancée par l'OCDE serait de passer d'un système qui impose les sociétés là où elles ont leur siège à un autre système qui les taxe là où elles ont leur marché et réalisent leur chiffre d'affaires. En plus, et c'est un tournant majeur, l'OCDE évoque maintenant la possibilité d'un taux d'imposition minimum au niveau international. Si un pays applique un taux inférieur, les autres pays pourraient percevoir la différence et les entreprises seraient ainsi imposées partout à peu près au même niveau.

Pour «relever les défis fiscaux par la numérisation de l'économie», le projet de réforme de l'OCDE, débuté en 2016, présente plusieurs possibilités de mesures. Début janvier 2019, les grandes lignes ont été soumises à la consultation d'ONG. Lors du G20 en juin 2019, une feuille de route a été adoptée, les travaux devraient en principe se terminer à fin 2020. Si une majorité de pays membres s'accorde sur l'urgence de la taxation des géants du numérique et semble décidée à agir, d'importantes divergences existent. Les mesures envisagées pourraient s'appliquer non seulement aux sociétés numériques

telles que Google, mais toucher également les plates-formes de vente en ligne ou plus généralement les entreprises réalisant des gains à l'étranger. Est-ce que la volonté de s'accorder entre pays pour taxer les entreprises par un système concerté parviendra à remplacer le système actuel de concurrence fiscale où chacun tire la couverture à soi ? Cette question reste encore ouverte, néanmoins l'OCDE a mis le problème sur la table et veut s'y attaquer. Si rien ne se fait, les taux d'imposition des entreprises poursuivront leur baisse et les bénéficiaires continueront de se déplacer vers des pays à faible imposition tels que la Suisse, situation qui est de moins en moins tolérée.

Pendant ce temps, en Suisse, le gouvernement est fier d'avoir pu préserver son statut de paradis fiscal pour les entreprises avec ses cadeaux fiscaux et ses taux extrêmement bas. Est-ce une politique de l'autruche ou l'inconscience ou simplement la volonté de profiter et faire profiter les multinationales le plus longtemps possible ? Ou encore le déni farouche comme c'était déjà le cas lorsque le secret bancaire avait été attaqué ? Toujours est-il que si les mesures de l'OCDE aboutissent, la RFFA sera peut-être bientôt caduque.

*Christine Dellsperger*

1) Base Erosion and Profit Shifting, « Contre l'optimisation fiscale abusive des grandes entreprises ».

2) Voir le rapport d'Attac France sur la taxation unitaires : <https://france.attac.org/IMG/pdf/tu-hd-pap-2.pdf>



## Pour en finir avec les violations des droits humains et les atteintes à l'environnement !

[www.initiative-multinationales.ch](http://www.initiative-multinationales.ch)

### Suggestion de lecture : *Demain l'Europe*

Comment résumer en quelques lignes un ouvrage dont le texte principal est un condensé tenant sur 28 pages de la taille d'une main? On aurait simplement envie de tout citer.

En fait, ce petit livre du sinologue Jean-François Billeter, paru aux éditions Allia au début 2019, est volontairement succinct car il faudra y revenir régulièrement. Et aussi, comme le dit l'auteur lui-même : «Sur un sujet de pareille importance, il faut être concis». Jean-François Billeter appelle les européens à s'unir pour défendre «les valeurs occidentales» [... que ] «sont la démocratie, les libertés, la séparation des pouvoirs, les droits de l'homme ». Parce que ces valeurs sont aujourd'hui attaquées de toutes parts, y compris en Europe même, il est primordial que les citoyens qui y résident prennent conscience de ce qui les relie et les unit afin de pousser leurs gouvernements à réaliser enfin – et ce ne sera peut-être pas aussi long qu'on le croit – une union européenne ayant aboli le capitalisme et posé comme critère principal et premier le fait de bien vivre ensemble.

Aucune recette dans cet essai, juste un enchaînement de pensées d'une évidence et d'une simplicité que l'on s'étonnera de ne pas avoir plus souvent en tête, tellement les discours de division, de concurrence et de crainte nous aveuglent. Des pensées qui devraient nous permettre d'inventer de nouvelles propositions adaptées à notre temps en direction de ce qui fait de nous des humains solidaires. À lire et à relire, à critiquer et à partager.

*Demain l'Europe*, Jean-François Billeter, éd. Allia 2019.



## Verschuldete Menschenrechte

**Die Boote liegen weiterhin unbrauchbar im Hafen. Sie sind untauglich für die Fischerei, obwohl sie Unsummen gekostet haben. Mit 850 Millionen US Dollar sollte die mosambikanische Staatsfirma Ematum die nationale Fischereiindustrie wieder auf Vordermann bringen. Grosszügig finanziert von der Credit Suisse und der russischen Bank VTB. Das einst verheissungsvolle Land an der Südküste Afrikas liegt seit diesem Geschäft am Boden.**

Zwischen 2013 und 2016 folgten weitere Kredittranchen. Im Ganzen belief sich der geliehene Betrag auf rund 2 Milliarden US Dollar. Und für diesen haftete die Bevölkerung. Denn der damalige Finanzminister Manuel Chang versicherte den Geldgebern eine Staatsgarantie, falls der geplante Fischexport nicht die nötigen Einnahmen produzieren würde, um die Tilgung und Zinsen zurückzuzahlen. Die für eine Staatsgarantie notwendige Absegnung des Parlaments umging Chang, denn es muss für ihn klar gewesen sein, dass die in der Kreditsumme inbegriffenen Schmiergelder nie in seine Tasche geflossen wären, hätte sich das Parlament den Kredit angeschaut. Denn Mosambik war schon vor den verheerenden Krediten von 2013 eines der ärmsten und am meisten verschuldeten Länder der Welt. Finanzhilfen des IWF oder von Staaten wie der Schweiz waren an strenge Konditionen geknüpft, weshalb die Zahlungen nach Bekanntwerden des Kreditskandals eingestellt wurden. Mosambik musste daraufhin seine Zahlungsunfähigkeit bekannt geben.

Die Hauptlasten der Korruptionsaffäre tragen heute die Bürgerinnen und Bürger Mosambiks. Es berichten mehrere lokale Spitäler von Medikamenten-

knaptheit, welche durch wiederkehrende Naturkatastrophen im Frühling dieses Jahres noch akuter geworden sind.

Trotz Verhaftungen drei führender MitarbeiterInnen, welchen unter anderem Geldwäscherei und Bestechung vorgeworfen wird, blieb es auf Seiten der Credit Suisse lange ruhig. Deshalb haben sich mehrere Schweizer Organisationen zusammengeschlossen und mit Hilfe einer Delegation von mosambikanischen NGOs eine Aktion gestartet, um die Zivilgesellschaft auf den Skandal und dessen Konsequenzen aufmerksam zu machen und die Führungsetage der Credit Suisse endlich zu einem Schuldenerlass zu bewegen.

Denn die Geschehnisse in Mosambik sind keine Ausnahmen. Viel mehr reihen sie sich in eine lange Tradition von faulen Kreditgeschäften ein. Vorangetrieben durch grosse Finanz- und Rohstoffunternehmen.

Erst 2017 liehen die Rohstoffriesen Glencore und Trafigura der Republik Kongo im Geheimen 1,25 Milliarden US Dollar. Diese Enthüllung veranlasste den IWF dazu, die Schuldenhöhe des Kongos um 33 Prozent des Bruttoinlandprodukts nach oben zu korrigieren, was zu einer zwischenzeitlichen Zahlungsunfähigkeit geführt hat(1). Auch am Parlament vorbeigeschleust wurde ein UBS-Kredit in der Höhe von 945 Millionen im Inselstaat Papua-Neuguinea aus dem Jahre 2014. Nach wochenlangem politischem Tumult wurde die dortige Regierung nun ausgewechselt. Die UBS weist jede Schuld von sich(2).

Auch westliche Staaten blieben nicht verschont: nachdem Griechenland während der Schuldenkrise mehrmals ein europäisches Hilfspaket aufgezwungen

wurde, welches – durch die Bedingungen einer drakonischen Austeritätspolitik – die Menschenrechte der GriechInnen massiv beschnitten hatte, stieg die Selbstmordrate in der Zeit der Sparmassnahmen um 36 Prozent(3).

Was ein verschuldeter Staat für die Rechte und Freiheiten seiner BürgerInnen bedeuten kann, ist schon seit Langem bekannt. Bereits im Jahre 1898 weigerten sich die USA, die Schulden des eroberten Kubas gegenüber Spanien zurückzubezahlen. Diese seien der kubanischen Bevölkerung aufgezwungen worden und deshalb verabscheuungswürdig (engl. odious) und illegitim(4).

Auf der Basis dieser Argumentation folgte der russische Anwalt Alexander Sack in den 1920er Jahren das Konzept der odious debt – der verabscheuungswürdigen Schuld. Diesem zufolge existieren Kriterien, die eine abgeschlossene Obligation illegitim und somit nichtig machen. Die heutige Version dieses Konzepts besteht aus drei möglichen Kriterien: die Schulden gelten als illegitim, wenn die Verwendung der geliehenen Gelder gegen die öffentlichen Interessen, insbesondere gegen Menschenrechte, verstösst, wenn sie auf undemokratische Weise abgeschlossen worden sind, und wenn die Kreditgeber über die fragwürdigen Hintergründe der Kredite Bescheid wussten(5).

Nimmt man Sacks Konzept ernst, was es anhand der dramatischen Folgen von Überschuldung unbedingt zu tun gilt, müssten wohl einigen der heute 122 kritisch verschuldeten Staaten mindestens ein Teil ihrer Schulden erlassen werden(6). Dass dies unter bestehenden politischen Verhältnissen unwahrscheinlich ist, zeigte das Beispiel Griechenlands eindrücklich. Die führenden

PoltikerInnen der EU waren bereit, den «kleinen Fisch» zu opfern, um die grossen Banken in Deutschland und Frankreich zu retten, welche nur durch die Gelder der europäischen Steuerzahler zu überleben vermochten.

Dass die grossen Player jedoch nicht unantastbar sind, offenbaren die Entwicklungen im Falle des Mosambik-Kredits der CS. Nach dem öffentlichen Druck in der Schweiz, wurde nun bekannt, dass die Credit Suisse seit einiger Zeit an einer Initiative für mehr Transparenz bei der Kreditvergabe arbeitet. Ausserdem wurden Gespräche zwischen VertreterInnen der Bevölkerung Mosambiks und der CS-Führung in die Wege geleitet, um den Schuldenschnitt zu besprechen. Eine Strafanzeige bei

der Bundesanwaltschaft ist ebenfalls hängig, um zu prüfen, ob die Credit Suisse ihren organisatorischen Pflichten zur Überwachung ihrer Tochterfirmen nachgekommen ist. Schliesslich wird die Credit Suisse auch in einer Anklage aus Mosambik selbst als Beschuldigte genannt.

Auch wenn völlig unklar ist, ob irgendeine dieser Massnahmen Gerechtigkeit für die Menschen in den globalen Süden bringt, steht die Grossbank nun unter Zugzwang. Es liegt an der hiesigen kritischen Bevölkerung, den Druck aufrechtzuerhalten.

Wir Schweizer schulden es ihnen ganz besonders.

*Nemo Krüger*

1) Schuldenreport 2019. Erlassjahr.de - Entwicklung braucht Entschuldung e.V. und Bischöfliches Hilfswerk MISEREOR e.V. S. 24.

2) <https://www.finews.ch/news/banken/37046-ubs-papua-neuguinea-oil-search-darlehen-australien>

3) Branas et al. (2015). The impact of economic austerity and prosperity events on suicide in Greece: a 30-year interrupted time-series analysis. *BMJ Open*.

4) <https://www.investopedia.com/terms/o/odious-debt.asp> (aufgerufen am: 05.07.2019)

5) Howald, S. (2015). Wie Griechenland betrogen wurde. In: *WOZ* Nr. 26/2015.

6) Schuldenreport 2019. Erlassjahr.de - Entwicklung braucht Entschuldung e.V. und Bischöfliches Hilfswerk MISEREOR e.V. S.

# NATIONALE KLIMADEMO DES WANDELS 28.9.19 BERN

## Klima des Wandels

Ein Zusammenschluss von mehr als 70 Umwelt-, Gewerkschafts- und zivilgesellschaftlichen Organisationen und Gruppen fordert eine nationale Klimademonstration am 28. September 2019 in Bern. Nach den grossen Klimamobilisierungen hat der Bund noch immer keine Massnahmen ergriffen, um seinen Verpflichtungen aus dem Pariser Abkommen nachzukommen. Das doppelte Ziel dieser Demonstration ist es, Druck auf die Regierungen auszuüben und die Bürger aufzufordern, Menschen zu wählen, die das Klima unterstützen, damit sich die Schweiz endlich für eine Politik zum Schutz der Umwelt einsetzen kann.

**28.09.19 ab 13.30 Uhr: Treffpunkt an der Schützenmatte**

## Climat de Changement

Une alliance de plus de 70 organisations et groupes des milieux écologistes, des syndicats et de la société civile appelle à une manifestation nationale pour le climat le 28 septembre 2019 à Berne. Après les grandes mobilisations pour le climat, la Confédération n'a toujours pas entrepris d'actions lui permettant de respecter ses obligations vis-à-vis de l'Accord de Paris. Cette manifestation a comme double objectif de mettre la pression aux gouvernants et d'appeler les citoyen.ne.s à élire des personnes en faveur du climat pour que la Suisse s'engage enfin dans des politiques en faveur de la protection de l'environnement.

**28.09.19 à 13h30 : Rendez-vous sur la Schützenmatte**

## Le projet d'accord-cadre entre la Suisse et l'Union Européenne est inacceptable !

**Une attaque en règle contre les mesures de protection des salaires se prépare en Suisse, un pays où «le droit du travail est déjà anémique» selon les propos de Hans Oppliger de Syndicom. Entre capitalistes suisses et européens il y a convergence : la concurrence doit se faire sur le dos des salariés.**

En 2018 le chef de la diplomatie suisse, Ignazio Cassis (PLR), avec son négociateur Roberto Balzaretto et le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann (PLR) avaient renoncé à défendre le système de protection des salaires suisses face à la Commission européenne, fer de lance de toutes les politiques néolibérales. La même année le Conseil fédéral avait conclu après 5 ans de négociations un projet d'accord-cadre institutionnel avec l'UE que cette dernière réclamait depuis des années avec force pressions de tous ordres, assorties de menaces comme celle, par exemple, de retirer à la Suisse l'équivalence boursière en espérant ainsi affaiblir notre Bourse. Le gouvernement, après avoir mis ce projet en consultation, a rendu un rapport de synthèse en juin de cette année et envoyé une lettre de réponse au président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Sans surprise, l'Union patronale suisse est favorable à cet accord moyennant quelques «petits aménagements» alors que le nouveau président de l'USS, Pierre-Yves Maillard, demande ce que l'UE a qualifié d'impossible : une renégociation.

### Que dit l'accord - cadre ?

Les relations entre la Suisse et l'UE sont réglées par environ 120 accords : par exemple sur la formation, la recherche, les appels d'offre pour les travaux publics. L'accord-cadre couvre 5 accords très importants déjà existants qui

règlent l'accès au marché européen : la libre circulation des personnes, les transports terrestres et aériens, les «obstacles techniques» au commerce et à l'agriculture. Ces accords contiennent des dispositions dérivées du droit européen.

L'accord-cadre prévoit une «reprise dynamique» de ces traités bilatéraux. En clair, les modifications du droit suisse pour s'adapter à l'évolution du droit européen se feraient sans nouvelles négociations. Aujourd'hui déjà la Suisse modifie régulièrement son droit mais l'UE estime qu'elle ne va pas assez vite. Cette reprise dynamique devrait en outre s'étendre à chaque nouvel accord qui touche l'ouverture réciproque d'un marché, par exemple au futur traité sur l'électricité qui prévoit des privatisations et un contrat sur les services.

En cas de refus d'une adéquation au droit européen, l'UE pourrait adopter des «mesures de compensation proportionnelles» qui devraient être décidées par un «Tribunal arbitral paritaire», composé de représentants nommés en nombre égal par la Suisse et par l'UE et d'autres choisis en commun.

### Conséquences

Selon l'USS (communiqué du 19 février 2019), la Suisse est le pays d'Europe qui accueille le plus grand nombre de travailleurs et travailleuses détaché-e-s par rapport à sa population résidente (250'000). Les prestataires de services de l'UE actifs chez nous sont 120'000 et ils accroissent continuellement leur part de marché. L'accord-cadre institutionnel mettrait en péril les mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes. Ce système prévoit un contrôle des salaires par des inspections sur les lieux de travail, des sanctions à

l'égard des entreprises non respectueuses des dispositions qui prévoient aussi un versement d'un dépôt de caution et un délai d'annonce de 8 jours. Elles sont entrées en vigueur en 2004 et ont toujours été accusées de ne pas être assez efficaces par manque de moyens financiers et humains, ce qui dénote un manque flagrant et scandaleux de volonté politique.

D'autres aspects problématiques de cet accord concernent les limitations des aides d'Etat et les privatisations qui pourraient être imposées dans le service public suivant la logique néolibérale qui règne dans l'UE.

### Les mesures d'accompagnement en péril

Avec cet accord les mesures d'accompagnement pourraient être attaquées en justice par les sociétés et les autorités de l'UE. Il est vrai que les négociateurs suisses ont obtenu la mise sur pied du « Tribunal arbitral paritaire » qui trancherait les différends juridiques entre la Suisse et l'UE mais la dernière instance sera la Cour européenne de justice (CJUE) dont la sentence sera définitive. Même l'ex-président de la Cour de l'Association européenne de libre-échange (AELE) a affirmé que ce tribunal arbitral «n'aura rien à dire (...) c'est une feuille de vigne, un alibi» (Carl Baudenbacher, dans le *Courrier* du 01.02.2019) !

Les mesures d'accompagnement seraient ainsi soumises à la jurisprudence de la Cour de justice de l'UE et la Suisse serait contrainte d'abandonner une partie d'entre elles parce que cette Cour a toujours privilégié la concurrence aux dépens de la protection des salaires. Comme par exemple le 18 novembre 2018 lorsqu'elle a déclaré non valable une grande partie des mesures de pro-



tection des salaires en Autriche. Aux yeux de cette Cour la liberté de l'entreprise de construction qui pratiquait la sous-enchère salariale était plus importante.

Sans les mesures d'accompagnement «la situation deviendrait très critique, les entreprises étrangères pourraient gagner d'importantes parts de marché avec des salaires au rabais, ce qui mettrait en péril les salaires et les emplois en Suisse» (Daniel Lampart de l'USS, dans la *Tribune de Genève* du 02.07.19).

### Stratégie du Conseil fédéral

La peur que le peuple accepte l'initiative de l'UDC contre la libre circulation des personnes (le vote populaire est prévu pour mai 2020) a poussé le Conseil fédéral à faire des «concessions» au salarié-e-s en mai de cette année. Il a proposé d'introduire une rente-pont pour les chômeurs-chômeuses de plus de 60 ans pour leur permettre d'atteindre l'âge de la retraite sans passer par l'aide sociale et a concédé aussi d'autres mesures mineures. L'ensemble de ces mesures coûterait 300 millions de francs. Le but de cette annonce du 15 mai est clair : ramener les syndicats à la table des discussions. En effet, la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter a déclaré: «Le Conseil fédéral a fait un geste en faveur

des syndicats, c'est désormais à eux de faire des propositions constructives dans le dossier européen» (*Tribune de Genève* 16.05.19).

Pour le gouvernement il s'agit de gagner du temps, de rassurer les milieux de l'économie et les syndicats, tout en se ménageant encore un espace de négociation avec l'UE. Mais gagner du temps ne servira pas à grand chose à la Suisse puisque le journal *SonntagsZeitung* a rendu public récemment l'existence d'un document interne de la Commission européenne où figurent l'abolition de tout contrôle des missions des travailleurs détachés de moins de huit jours et la fin du délai d'annonce. Les jeux sont faits, a-t-on envie de dire...

Berne a envoyé une réponse au président de la Commission européenne où elle déclare qu'il ne sera pas possible de « réunir une majorité en Suisse » en faveur de l'accord sans une clarification ou une révision des trois points suivants : protection des salaires, aides d'Etat, directive sur les droits des citoyens européens. La Chambre des cantons a approuvé cette position et exige en outre que les citoyens suisses continuent d'avoir le dernier mot dans le cas d'une « reprise dynamique » du droit européen. Mais Monsieur Juncker a déclara-

ré le 11 juin que le projet d'accord conclu en novembre dernier ne sera pas renégocié et que les « éclaircissements » demandés par la Suisse doivent trouver une solution au plus vite.

Au premier juillet l'UE a retiré l'équivalence boursière à la Suisse et celle-ci a activé son « plan B » qui oblige les plates-formes financières étrangères voulant négocier des actions suisses à demander une reconnaissance auprès des autorités suisses. Par conséquent les plates-formes européennes ne seront pas agréées faute de reconnaissance mutuelle. Selon certains « experts » suisses l'impact négatif de cette décision européenne n'est pas certain...

### Conclusion : il s'agit d'une question sociale

Mais une chose est certaine : l'accord-cadre sera signé un jour ou l'autre et cela se fera au détriment des couches populaires qui seront ainsi poussées encore un peu plus dans les bras des mouvements identitaires. Cet accord ne profitera vraiment qu'aux sociétés suisses et européennes et à leurs actionnaires(1). On n'aura fait que creuser encore davantage les inégalités sociales dans un contexte déjà très problématique créé par l'acceptation de la RFFA.

Tina Leoni Joye

1) Un petit exemple de leur gourmandise : en 2008 les plus grandes entreprises suisses cotées en bourse ont distribué 25 milliards à leurs actionnaires ; en 2018 elles en ont distribué 40 !

## Der Entwurf Rahmenabkommen zwischen der Schweiz und Europa ist inakzeptabel!

In der Schweiz, einem Land, in dem nach den Worten von Hans Oppliger (Syndicom) „das Arbeitsrecht bereits jetzt blutarm ist“, wird ein Schlag gegen die Maßnahmen zum Lohnschutz vorbereitet. Zwischen den schweizerischen und den europäischen Kapitalisten besteht Einigkeit darüber, dass die Konkurrenz auf dem Rücken der Beschäftigten ausgegtragen werden muss.

Im Jahre 2018 hatten der Chef der Schweizer Diplomatie, Ignazio Cassis (FDP), zusammen mit seinem Unterhändler Roberto Balzaretto und dem Bundesrat Johann Schneider-Ammann (FDP) auf eine Verteidigung des Systems des Schutzes der Schweizer Löhne gegenüber der Europäischen Kommission als der Speerspitze neoliberaler Politik verzichtet. Im gleichen Jahr hatte der Bundesrat nach fünf Verhandlungsjahren den Entwurf eines institutionellen Abkommens mit der EU abgeschlossen, welches letztere seit Jahren eingefordert hatte. Dazu wurde erheblicher Druck aller Art aufgebaut, gemischt mit Drohungen wie beispielsweise derjenigen, der Schweiz die Börsenäquivalenz zu entziehen, um damit unser Börsensystem zu schwächen.

Nach der Vernehmlassung über diesen Entwurf hat die Regierung im Juni dieses Jahres einen zusammenfassenden Bericht vorgelegt und an den Präsidenten der Europäischen Kommission, Jean-Claude Juncker, einen Antwortbrief gesandt. Wie erwartet, befürwortet der Schweizer Arbeitgeberverband dieses Abkommen, verbunden mit der Forderung „kleinerer Verbesserungen“, während der neue Präsident des SGB, Pierre-Yves Maillard, eine Neuverhandlung forderte, was die EU als unmöglich bezeichnete.

### Was steht im Rahmenabkommen?

Die Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU sind in rund 120 Abkommen geregelt, beispielsweise über die Ausbildung, die Forschung und die Ausschreibung öffentlicher Aufträge. Das Rahmenabkommen umfasst fünf sehr wichtige, bereits existierende Abkommen, die den Zugang zum Europäischen Binnenmarkt regeln: die Personenfreizügigkeit, den Land- und Luftverkehr, die „technischen Hemmnisse“ im Handel und in der Landwirtschaft. Diese Abkommen enthalten Bestimmungen, welche aus europäischem Recht hergeleitet sind.

Das Rahmenabkommen sieht eine „dynamische Aktualisierung“ dieser bilateralen Verträge vor. Im Klartext wären das Veränderungen des Schweizer Rechts zum Zwecke der Anpassung an die Entwicklung des europäischen Rechts, die ohne erneute Verhandlungen erfolgen würden. Bereits heute modifiziert die Schweiz regelmäßig ihr Recht, doch die EU ist der Meinung, sie gehe dabei nicht schnell genug vor. Diese dynamische Aktualisierung würde sich darüber hinaus auf jedes neue Abkommen erstrecken, welches den gegenseitigen Marktzugang berührt, beispielsweise auf den künftigen Vertrag über Elektrizität, welcher Privatisierungen vorsieht und auf einen Vertrag über Dienstleistungen.

Im Falle der Verweigerung einer Anpassung an europäisches Recht könnte die EU „angemessene Kompensationsmaßnahmen“ beschließen, die von einem „paritätischen Schiedsgericht“ zu entscheiden wären, welches in gleicher Anzahl von Vertretern der Schweiz und der EU sowie sonstiger, gemeinsam ausgewählter Vertreter zu besetzen wäre.

### Konsequenzen

Nach Angaben des SGB (Mitteilung vom 19.02.2019) ist die Schweiz das europäische Land, welches, im Verhältnis zu seiner ansässigen Bevölkerung, die größte Anzahl von entsandten Arbeitern und Arbeiterinnen (250.000) aufnimmt. Bei uns sind 120.000 Dienstleistungserbringer aus der EU aktiv und diese bauen ihren Marktanteil kontinuierlich aus. Das institutionelle Rahmenabkommen würde die flankierenden Maßnahmen zur Personenfreizügigkeit in Gefahr bringen. Dieses System beinhaltet eine Kontrolle der Entlohnung durch Kontrollen an den Arbeitsplätzen und Sanktionen gegen diejenigen Unternehmen, die die Verfügungen missachten, welche zudem die Hinterlegung einer Kautionssumme und eine Voranmeldungsfrist von acht Tagen umfassen. Sie sind seit 2004 in Kraft und wurden immer wieder, aufgrund des Mangels an finanziellen und personellen Mitteln zu ihrer Durchsetzung, als nicht ausreichend wirksam kritisiert. Diese fehlenden Ressourcen zeugen von einem krassen und skandalösen Mangel an politischem Willen.

Weitere problematische Aspekte dieses Abkommens betreffen die Begrenzung staatlicher Beihilfen und Privatisierungen, welche im Gefolge der in der EU herrschenden neoliberalen Logik im Bereich der öffentlichen Dienstleistungen durchgesetzt werden könnten.

### Gefahr für die flankierenden Maßnahmen

Mit diesem Abkommen könnten die flankierenden Maßnahmen durch Firmen und Behörden aus der EU rechtlich angegriffen werden. Es stimmt zwar, dass die Schweizer Unterhändler die Einrichtung des „paritätischen Schiedsgerichts“ erreicht haben, um



über rechtliche Streitfälle zwischen der Schweiz und der EU zu entscheiden, doch ist die letzte Instanz der Europäische Gerichtshof (EuGH), der ein endgültiges Urteil spricht. Selbst der ehemalige Vorsitzende des Gerichtshofs der Europäischen Freihandelsassoziation (EFTA) hat bestätigt, dass dieses Schiedsgericht „nichts zu sagen haben wird (...) es ist ein Feigenblatt, ein Alibi“ (Carl Baudenbacher im *Courrier* vom 01.02.2019)!

Die flankierende Maßnahmen würden so der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes unterworfen und die Schweiz wäre gezwungen, einen Teil von ihnen aufzugeben, weil dieses Gericht stets dem Wettbewerb auf Kosten des Lohnschutzes Vorrang gegeben hat. So zum Beispiel am 18. November 2018, als es einen großen Teil der Lohnschutz-Maßnahmen in Österreich für ungültig erklärte. Die Freiheit eines Bauunternehmens, welches Lohn-dumping praktizierte, hatte nach Ansicht des Gerichts Vorrang.

Ohne die flankierenden Maßnahmen „würde die Situation sehr kritisch werden, die ausländischen Unternehmen könnten mittels Niedriglöhnen bedeutende Marktanteile gewinnen, was wiederum die Löhne und die Beschäftigten in der Schweiz bedrohen würde“ (Daniel Lampart vom SGB, in der *Tribune de Genève* vom 02.07.1). (Datum bitte richtigstellen, AdÜ)

### **Strategie des Bundesrates**

Die Angst davor, die Bevölkerung könne die SVP-Initiative gegen die Personenfreizügigkeit annehmen (die Volkstimmung darüber ist für Mai 2020 vorgesehen) hat den Bundesrat im Mai dieses Jahres zu „Entgegenkommen“ gegenüber den Beschäftigten veranlasst. Vorgeschlagen wurde die Einführung einer Überbrückungsrente für Arbeitslose über 60 Jahre, um ihnen das Erreichen des regulären Rentenalters

ohne Inanspruchnahme von Sozialhilfe zu ermöglichen, daneben wurden weitere kleinere Maßnahmen gewährt. Zusammen würden die Kosten dieser Maßnahmen 300 Millionen Franken betragen. Der Zweck dieser Ankündigung vom 15. Mai ist offensichtlich: Die Gewerkschaften sollen wieder an den Verhandlungstisch geholt werden. Dazu erklärte die Bundesrätin Karin Keller-Sutter: „Der Bundesrat ist auf die Gewerkschaften zugegangen, nun ist es an ihnen, konstruktive Vorschläge in die europäischen Verhandlungsunterlagen einzubringen“ (*Tribune de Genève*, 16.05.19).

Der Regierung geht es darum, Zeit zu gewinnen und die Lager von Wirtschaft und Gewerkschaften zu beruhigen, und sich gleichzeitig einen Verhandlungsspielraum mit der EU offenzuhalten. Doch der Zeitgewinn würde der Schweiz wenig nützen, denn die *Sonntagszeitung* machte kürzlich die Existenz eines internen Dokuments der Europäischen Kommission bekannt, das die Abschaffung jeglicher Kontrolle bei einer Entsendung von Arbeitern unterhalb von acht Tagen und das Ende der Voranmeldungsfrist enthält. Die Würfel sind gefallen, möchte man sagen...

Bern hat dem Präsidenten der Europäischen Kommission eine Antwort zukommen lassen, in der steht, dass es nicht möglich sei, für ein Abkommen ohne Klarstellung oder Revision der drei folgenden Punkte in der Schweiz eine Mehrheit zu erreichen: Lohnschutz, staatliche Beihilfen, Unionsbürgerrechtlinie. Der Ständerat hat diesem Standpunkt zugestimmt und fordert darüber hinaus, dass den Schweizer Bürgern weiterhin das letzte Wort im Falle einer „dynamischen Übernahme“ europäischen Rechts verbleibt. Doch J-C Juncker hat am 11. Juni verkündet, der im vergangenen November beschlossene Entwurf des Abkommens werde nicht erneut verhandelt und für die von der Schweiz geforderten „Klarstellun-

gen“ müsse eine schnellstmögliche Lösung gefunden werden.

Zum 1. Juli hat die EU der Schweiz die Börsenäquivalenz entzogen, wonach die Schweiz ihren „Plan B“ in Kraft setzte. Dieser verpflichtet ausländische Finanzhandelsplätze, welche mit Schweizer Aktien handeln wollen, zur Beantragung einer Anerkennung durch die Schweizer Behörden. In der Folge wird, aufgrund des Wegfalls der gegenseitigen Anerkennung, den europäischen Handelsplätzen die Zulassung verweigert. Nach Ansicht gewisser Schweizer „Experten“ sind die negativen Auswirkungen dieser europäischen Entscheidung nicht sicher...

### **Schlussfolgerung: Es handelt sich um eine soziale Frage**

Doch eines ist sicher: Das Rahmenabkommen wird irgendwann unterschrieben werden und dies wird zum Nachteil des ärmeren Teils der Bevölkerung geschehen, welche dadurch noch etwas weiter in die Arme der identitären Bewegungen getrieben wird. Dieses Abkommen wird ausschließlich den schweizerischen und europäischen Firmen und deren Aktionären nützen<sup>(1)</sup>. Dadurch wird lediglich die soziale Ungleichheit noch weiter vertieft, und dies in einem bereits jetzt sehr problematischen, durch die Annahme der STAF geschaffenen Umfeld.

Tina Leoni Joye

Übersetzung: Coorditrad,  
Hans-Hermann Bohrer

1) Ein kleines Beispiel ihrer Gefräßigkeit: 2008 haben die größten schweizerischen börsennotierten Unternehmen 25 Milliarden an ihre Aktionäre ausgeschüttet, 2018 waren es 40 Milliarden!

## La 5G arrive ! Mais où est donc passé le principe de précaution ?

L'industrie de télécommunication veut mettre en place la cinquième génération de standards pour la téléphonie mobile, la 5G, dix fois plus rapide que la quatrième, le wifi actuel, et promet de connecter et faire réagir des appareils en temps réel.

Des chirurgiens pourraient ainsi opérer leurs patients à distance et nous ferons confiance aux voitures sans chauffeur qu'elles s'arrêtent quand nous traversons la rue. En février 2019, le Conseil Fédéral a vendu à Swisscom, Salt et Sunrise pour 380 millions de francs des bandes de fréquence pour déployer la 5G. Pour que tous les appareils soient atteignables aux radiofréquences prévues, il faut installer une forêt d'environ 15'000 antennes supplémentaires. Vous dites que nous n'avons pas besoin de 5G ? Mais le besoin, on saura le créer. La publicité pour les merveilles de la 5G est là pour amener les gens à acheter de nouveaux appareils, à s'y habituer et à ne plus pouvoir s'en passer. On fera en sorte que notre équipement actuel devienne obsolète, inutilisable, destiné à alimenter d'énormes tas de déchets polluants afin d'être remplacé par de nouveaux appareils compatibles 5G, pour le plus grand bien du commerce.

### Vite, la concurrence nous talonne !

Les opérateurs sont pressés de distancer leurs concurrents sur le marché et de rentabiliser leurs investissements et le Conseil fédéral court avec eux. Les secteurs intéressés sont pressés d'étendre le nouveau marché d'appareils et de téléphones adaptés à la 5G, dont la fabrication donne lieu à une nouvelle ruée sur ce qui reste de ressources minérales et implique encore plus de consommation d'énergie qui, comme ensuite leur fonctionnement, maintiendra le climat bien chaud. En septembre 2018, le Conseil fédéral a mandaté un

groupe de travail d'analyser les besoins de la téléphonie mobile et les risques en matière de rayonnement à court et à moyen terme, notamment dans le cadre de l'introduction de la 5G(1). Et voilà des antennes pour la 5G déjà installées, alors que le groupe de travail n'a pas encore fourni son rapport car celui-ci n'est attendu qu'en été 2019. La population a peur d'être cernée par des milliers de sources d'irradiation en plus et des cantons ainsi que des communes demandent des moratoires. Imperturbable, le Conseil fédéral a encore augmenté, en avril 2019, les seuils d'immission de rayonnements non ionisants(2).

### Les experts, on les écouterait, peut-être, plus tard...

Mandaté également par le Conseil fédéral, un groupe d'experts appelé Berenis suit l'évolution de la recherche en ce qui concerne les effets du rayonnement non ionisant (RNI) sur la santé. Dans sa newsletter de novembre 2018, Berenis rend compte des expériences réalisées dans des laboratoires américains et italiens qui ont exposé des rats à vie à des champs électromagnétiques comparables aux champs provenant de nos installations de téléphonie mobile. Un nombre significatif de ces animaux ont développé des cancers dans le cœur, le cerveau et la surrénale.

Berenis rappelle qu'en 2011 le Centre International de Recherche sur le Cancer créé par l'OMS a classé le rayonnement de la téléphonie mobile comme potentiellement cancérigène et conclut qu'il soutient le principe de précaution en matière de réglementation des champs électromagnétiques à haute fréquence et qu'une «évaluation complète des risques tenant compte de toutes les études disponibles (études animales et études épidémiologiques)

est également nécessaire pour apprécier si les valeurs limites actuelles doivent être modifiées »(3).

### Inquiétudes des scientifiques et des médecins

Des médecins, scientifiques, membres d'organisations environnementales et citoyen.ne.s ont lancé un Appel international demandant l'arrêt du déploiement de la 5G sur Terre et dans l'espace qui met en garde contre un changement environnemental sans précédent à l'échelle planétaire. L'appel(4) contient un réquisitoire exhaustif contre la 5G et porte déjà une centaine de milliers de signatures.

En Suisse, les Médecins en Faveur de l'Environnement alertent depuis longtemps des risques pour la santé que constituent les RNI. Depuis 1999 déjà et à plusieurs reprises jusqu'à maintenant, ils demandent que les immissions de RNI soient limitées. Ils ont réclamé en 2004 un moratoire pour la 3G et en réclament un depuis un certain temps déjà pour la 5G(5). La Fédération des Médecins Suisses, quant à elle, exige la mise en place d'un système de surveillance des RNI pour explorer leurs effets sur la santé, rappelle les études de Berenis et recommande, d'un point de vue scientifique, de renoncer à une hausse des valeurs limites avant la publication des résultats(6).

### Un principe de précaution très arrangeant

Le principe de précaution est inscrit dans la Constitution suisse à l'art. 74 qui dit notamment «La Confédération légifère sur la protection de l'être humain et de son environnement naturel contre les atteintes nuisibles ou incommodes (...). Elle veille à prévenir ces atteintes». En interprétant à sa manière la constitution, le Conseil fédéral règle

l'utilisation des radiofréquences pour la téléphonie mobile. Il est d'avis que les limites d'immission de RNI en vigueur sont suffisamment basses pour que la 5G ne porte pas atteinte à notre santé et qu'il peut même les relever. Et les effets à long terme ? On verra dans 30 ans. Puisque le Conseil fédéral prévoit d'adapter les normes au cas où des recherches scientifiques avertiraient de nouveaux dangers, il n'a aucun scrupule de donner le coup d'envoi à la 5G avant de recevoir le rapport qu'il a lui-même commandé.

Dans sa réponse du 22 mai 2019 à la Conseillère nationale Martina Munz (PS) (7), le Conseil fédéral se montre conscient des effets biologiques non imputables au réchauffement tissulaire et de ce que l'OMS a classé le rayonnement de haute fréquence comme potentiellement cancérigène pour l'homme. Par conséquent, il a fixé des valeurs limites de l'installation plus strictes pour les lieux à utilisation sensible (habitations, écoles, hôpitaux, bureaux, places de jeux, etc.). Dans la même réponse à Martina Munz, le Conseil fédéral avertit qu'en cas de dommage sanitaire, il faudra pouvoir justifier d'un lien de cause à effet. Mais combien d'années et de morts a-t-il fallu pour que les gouvernements et les tribunaux reconnaissent un lien de cause à effet entre par exemple l'amiante et le cancer ? En ce qui concerne les lieux à utilisation sensible, on peut aussi se demander pourquoi le Conseil fédéral n'impose pas l'internet câblé partout où il peut remplacer le wifi.

### Un rapport de force social

En fin de compte ce ne sont pas les scientifiques qui déterminent le seuil de tolérance. Leur avis aussi pertinent soit-il est moins déterminant que le rapport des forces politiques entre d'un côté la population inquiète qui s'oppose à l'installation de nouvelles antennes et en face les opérateurs de télécommuni-

cation, les industriels d'appareils électroniques et les géants du numérique friands de big data. Ce camp-là se fait moins entendre sur la place publique mais ses lobbies interviennent au niveau de l'élaboration des lois et des ordonnances. Un think tank des multinationales suisses, *Avenir Suisse*, estime que devant des «innovations disruptives, deux types de politiques publiques sont possibles : placer l'innovation en priorité, au risque de créer rapidement de nouveaux déséquilibres (modèle américain) ; ou alors tenter de limiter à l'avance – par la réglementation – les conséquences négatives de l'innovation, au risque de la freiner ou de l'entraver (pratique européenne)»(7a).

### Un « principe d'innovation » se substitue au principe de précaution

Nous pouvons rassurer *Avenir Suisse* qui ne croit qu'au modèle américain : *l'European Risk Forum*, le lobby de l'agrochimie, du tabac et des combustibles fossiles, a inventé un «principe d'innovation» qui devrait prendre le pas sur le principe de précaution. Il part de cette proclamation : «à chaque fois qu'une loi de précaution est sur le point d'être considérée, son impact sur l'innovation devrait elle aussi être pris en compte dans le processus législatif»(8).

Dans les pays membres de l'UE, les écologistes et la gauche protestent contre l'adoption de ce nouveau «principe». Celui-ci a été inclus dans le programme *Horizon Europe 2020*, où il est écrit : «La promotion des activités de recherche et d'innovation jugées nécessaires pour contribuer à la réalisation des objectifs des politiques de l'Union devrait prendre en compte le principe d'innovation en tant que facteur essentiel pour transformer plus rapidement et plus intensivement en innovations le capital substantiel de connaissances de l'Union»(9). *Horizon Europe 2020* a été accepté par le parlement européen en

avril 2019 et inspirera à la Commission européenne de nouvelles règles de droit. Il se pourrait bien que dorénavant il sera illégal en UE de prendre des mesures de précaution contre une technologie nouvelle risquant de porter atteinte à l'environnement ou à la santé publique, car ce serait contrevenir au «principe d'innovation».

Revenons en Suisse : début 2018, une commission du Conseil des États a présenté la motion «Éviter l'effondrement des réseaux de téléphonie mobile et assurer l'avenir numérique du pays», selon laquelle «les prescriptions de l'ORNI [Ordonnance sur la protection contre le rayonnement non ionisant], qui sont trop strictes, doivent être assouplies afin que la Suisse reste compétitive»(10). Le Conseil fédéral soutenait la motion, mais le Conseil des États l'a rejetée. Or tout se passe comme si la motion avait été acceptée. À voir la hâte avec laquelle la 5G est déployée par-dessus toute objection, nous sommes amenés à craindre que l'administration helvétique ne soit quelque peu irradiée par l'esprit de la Commission européenne.

Urs Spillmann

- 1) [www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/electrosmog/communiqués/msg-id-72256.html](http://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/electrosmog/communiqués/msg-id-72256.html)
- 2) [www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/electrosmog/dossiers/reseaux5G.html](http://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/electrosmog/dossiers/reseaux5G.html)
- 3) Newsletter du groupe consultatif d'experts en matière de RNI (BERENIS) <https://url9.fr/OxIrtX>
- 4) [www.5gspaceappeal.org](http://www.5gspaceappeal.org)
- 5) [www.aefu.ch/themen/elektrosmog/elektrosmog-details](http://www.aefu.ch/themen/elektrosmog/elektrosmog-details)
- 6) [www.fmh.ch/files/pdf20/Recommandations\\_de\\_la\\_FMH\\_Session\\_de\\_print\\_emps\\_20181.pdf](http://www.fmh.ch/files/pdf20/Recommandations_de_la_FMH_Session_de_print_emps_20181.pdf)
- 7) [www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20193113](http://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20193113)
- 7a) <https://www.avenir-suisse.ch/fr/innover-ou-reglementer-il-faut-souvent-choisir/>
- 8) [www.riskforum.eu/uploads/2/5/7/1/25710097/erf\\_communication\\_12.pdf\\_innovation\\_principe.pdf](http://www.riskforum.eu/uploads/2/5/7/1/25710097/erf_communication_12.pdf_innovation_principe.pdf)
- 9) [www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2019-0395\\_FR.html](http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2019-0395_FR.html)
- 10) [www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20183006](http://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20183006)

## 5G kommt! Aber wo ist das Vorsorgeprinzip geblieben?

**Die Telekommunikationsindustrie will 5G, die fünfte Mobilfunkgeneration, installieren, zehnmals schneller als 4G, das aktuelle WIFI, und verspricht die angeschlossenen Geräte in Echtzeit zu verbinden und reagieren zu lassen.**

Chirurgen könnten dann ihre Patienten aus der Ferne operieren und wir könnten selbstfahrenden Autos vertrauen, dass sie anhalten wenn wir die Strasse überqueren. Im Februar 2019 hat der Bundesrat für 380 Millionen Franken den Frequenzbereich für 5G an Swisscom, Salt und Sunrise verkauft. Damit alle Geräte die vorgesehenen Frequenzbereiche erreichen können, müssen ca 15000 zusätzliche Antennen aufgestellt werden.

Sie sagen, wir brauchen kein 5G? Aber man wird den Bedarf schon wecken. Die Werbung für die Wunder von 5G soll die Menschen zum Kauf neuer Geräte verleiten, die sich dann an deren Gebrauch gewöhnen und glauben, nicht mehr darauf verzichten zu können. Man wird es so hinbekommen, dass unsere jetzige Ausrüstung veraltet, unbrauchbar scheint und nur noch enorm viel Abfall voller Schadstoffe darstellt, um durch neue, 5G-kompatible Geräte ersetzt zu werden – zum Wohl der Wirtschaft.

### **Schnell, schnell, die Konkurrenz ist uns auf den Fersen**

Die Betreiber beeilen sich, die Konkurrenz am Markt hinter sich zu lassen und ihren Investitionen Gewinn zu sichern – und der Bundesrat rennt mit ihnen. Die interessierten Parteien möchten den Markt für 5G-taugliche Geräte ausweiten, deren Herstellung einen neuen Run auf die verbleibenden Mineral-Ressourcen bedeutet, einen noch höheren Energieverbrauch mit sich bringt und den Klimawandel beschleunigt. Im Sep-

tember 2018 hat der Bundesrat eine Arbeitsgruppe damit beauftragt den Bedarf an mobiler Telefonie und die Risiken der Strahlung (kurz- und mittelfristig) zu analysieren, vor allem im Zuge der Installation von 5G. Der Bericht liegt noch nicht vor, da er für den Sommer 2019 avisiert wurde, aber die Antennen werden bereits installiert. Die Bevölkerung befürchtet von manchen Tausenden Strahlungsquellen mehr umzingelt zu werden, und Kantone und Gemeinden verlangen ein Moratorium. Davon unbeirrt, hat der Bundesrat im April 2019 die Grenzwerte zulässiger nichtionisierender Strahlung (NIS) erhöht.

### **Auf die Experten wird man, vielleicht, später hören**

Ebenfalls durch den Bundesrat beauftragt, gibt es die Expertengruppe Berenis, die die Entwicklung der Forschung über Gesundheitsauswirkungen der nichtionisierenden Strahlung verfolgt. In seinem newsletter von November 2018 referiert Berenis über Experimente in amerikanischen und italienischen Forschungslaboratorien. Dort wurden Ratten lebenslänglich einem elektromagnetischen Feld ausgesetzt, welches der Strahlung der Mobiltelefonie entspricht. Eine bedeutende Anzahl dieser Tiere hat Krebs bekommen – im Herzen, im Gehirn und in den Nebennieren. Berenis erinnert daran, dass in 2011 das Internationale Zentrum zur Erforschung von Krebskrankheiten der Weltgesundheitsorganisation (WHO) die Strahlung der Mobiltelefonie als möglicherweise krebserregend klassifiziert hat und zieht als Schlussforderung, «dass die Berenis aufgrund der Ergebnisse und deren Bewertung das Vorsorgeprinzip zur Regulierung von HF-EMF [hochfrequente elektromagnetische Felder]

unterstützt. Eine vollständige Risikobewertung unter Berücksichtigung aller verfügbaren Studien (Tierstudien und epidemiologische Studien) ist ausserdem notwendig, um abzuschätzen, ob die derzeit gültigen Grenzwerte geändert werden sollten.»

### **Befürchtungen von Wissenschaftlern und Ärzten**

Ein internationaler Appell, der ein Verbot der Ausbreitung von 5G auf der Erde und im Weltraum verlangt wurde von Ärzten, Wissenschaftlern, Mitgliedern von Umweltorganisationen und Bürgern veröffentlicht. Darin warnen sie davor, dass «aus dem Einsatz von 5G weltweite, noch nie dagewesene Konsequenzen für die Umwelt resultieren werden.» Dieser Appell beinhaltet eine umfassende Anklage gegen 5G und hat schon etwa hunderttausend Unterschriften. In der Schweiz warnen die «Ärztinnen und Ärzte für Umweltschutz» bereits seit langem vor den Gesundheitsrisiken der NIS. Seit 1999 fordern sie wiederholt eine Begrenzung der NIS-Immissionen. In 2004 haben sie ein Moratorium für 3G verlangt und seit einiger Zeit verlangen sie eines für 5G. Der FMH (Berufsverband der Schweizer Ärztinnen und Ärzte) verlangt ein System der Überwachung der NIS um ihren Einfluss auf die Gesundheit zu untersuchen. Er erinnert an die Studien von Berenis und empfiehlt, aus wissenschaftlicher Sicht, auf eine Erhöhung der Grenzwerte vor der Veröffentlichung ihrer Resultate zu verzichten.

### **Ein Vorsorgeprinzip, mit dem man sich arrangieren kann**

Das Vorsorgeprinzip steht in der schweizerischen Bundesverfassung im Artikel 74, der lautet: «Der Bund erlässt Vorschriften über den Schutz des Menschen und seiner natürlichen Umwelt

vor schädlichen oder lästigen Einwirkungen (...) Er sorgt dafür, dass solche Einwirkungen vermieden werden.(...)» Der Bundesrat interpretiert die Bundesverfassung auf seine Art bei der Regelung der Radiofrequenzen für den Mobilfunk. Er ist der Meinung, dass die bestehenden Grenzwerte der NIS-Immissionen gering genug sind damit 5G die Gesundheit nicht gefährdet und dass man sie sogar noch erhöhen könnte. Und die Langzeiteffekte? Sieht man dann in 30 Jahren. Indem der Bundesrat sich vorbehält die Normen zu ändern, falls wissenschaftliche Forschung neue Gefahren zutage bringt, hat er keinerlei Skrupel 5G zu genehmigen bevor der Bericht vorliegt, den er selbst angefordert hat.

In seiner Antwort am 22.5.2019 an die Nationalrätin Martina Munz (SP), zeigt sich der Bundesrat bewusst der biologischen Einwirkungen, die nicht der Gewebeerwärmung zuzuschreiben sind und dass die WHO die hochfrequente Strahlung als möglicherweise krebserregend eingestuft hat.

Demzufolge hat er für Orte wie Wohnungen, Schulen, Spitäler, Büros oder Kinderspielplätze zusätzlich strengere Anlagegrenzwerte festgelegt. In der gleichen Antwort an Martina Munz macht der Bundesrat darauf aufmerksam, dass im Falle von Gesundheitschädigungen ein Kausalzusammenhang nachweisbar sein muss. Aber wie viele Jahre und Tote hat es gebraucht bis die Regierungen und die Gerichte einen Kausalzusammenhang zwischen Asbest und Krebs anerkannt haben? Und was die sensiblen Orte angeht kann man sich fragen, warum der Bundesrat nicht überall Internet per Kabel anordnet wo man dadurch Wifi ersetzen kann.

### **Ein soziales Kräfteverhältnis**

Am Ende sind es nicht die Wissenschaftler die die Grenzwerte festlegen. Wie sehr ihre Argumente auch zutreffen sind diese weniger ausschlaggebend als das politische Kräfteverhältnis

zwischen einerseits der beunruhigten Bevölkerung, die keine neuen Antennen möchte und andererseits der Telekommunikationsindustrie, der Gerätehersteller und der Giganten der Big Data. Dieses Lager macht öffentlich weniger von sich reden, aber seine Lobbyisten wirken mit bei der Ausarbeitung der Gesetze und Verordnungen. Avenir Suisse, ein Thinktank der schweizerischen Multis, vertritt folgende Meinung: «Grundsätzlich stehen einem Staat, der mit disruptiven Innovationen konfrontiert ist, zwei Möglichkeiten der politischen Reaktion offen: Die erste Möglichkeit besteht darin, Innovationen Priorität einzuräumen – mit dem Risiko, neue Ungleichheiten zu schaffen. Dies ist das amerikanische Modell. Die zweite Möglichkeit ist der Versuch, zum Voraus die negativen Konsequenzen einer Innovation über Reglementierungen zu begrenzen – mit dem Risiko, die Innovation zu bremsen oder gar ganz abzuwürgen. Dies entspricht der europäischen Praxis.»

### **Ein «Innovationsprinzip» setzt sich an die Stelle des Vorsorgeprinzips**

Wir können Avenir Suisse, die nur an das amerikanische Modell glaubt, beruhigen: das European Risk Forum, die Lobby der Agrarchemie, der Tabakindustrie oder der fossilen Brennstoffe, hat ein «Innovationsprinzip» erfunden, das das Vorsorgeprinzip ersetzen soll. Sie geht von folgender Erklärung aus: «Wo immer man daran geht, das Vorsorgeprinzip zu berücksichtigen, soll bei der Gesetzgebung dessen Auswirkungen auf die Innovation ebenfalls berücksichtigt werden». In den Ländern, die der EU angehören protestieren Grüne und Linke gegen die Annahme dieses neuen «Prinzips». Es ist bereits im Programm Horizont Europa 2020 inkludiert worden, wo geschrieben steht: «Die Förderung von Forschungs- und Innovationstätigkeiten, die für die Verwirklichung der politischen Ziele der Union als notwendig erachtet

werden, sollte dem Innovationsprinzip als einer der treibenden Kräfte, um die erheblichen Wissensgüter der Union rascher und verstärkt in Innovationen umzuwandeln, Rechnung tragen.» Horizont 2020 ist im April 2019 vom Europaparlament akzeptiert worden und kann bei der europäischen Kommission neue gesetzliche Vorschriften anregen. Es könnte sein, dass es illegal wird, in der EU Vorsorgemassnahmen zu ergreifen gegen eine neue Technologie, die die Umwelt oder die Gesundheit bedroht, weil das gegen das «Innovationsprinzip» verstösst.

Zurück in die Schweiz: Anfang 2018 hat eine Ständeratskommission die Motion «Den Kollaps der Mobilfunknetze verhindern und den Anschluss an die Digitalisierung sicherstellen» eingebracht. «Damit die Schweiz auch bei der nächsten Mobilfunkgeneration wettbewerbsfähig bleibt und wir die grossen Herausforderungen der Digitalisierung für die Wirtschaft und Gesellschaft bewältigen können» müssten laut der Motion «die zu strikten Vorschriften der NISV [Verordnung über den Schutz vor nichtionisierender Strahlung] gelockert werden». Der Bundesrat hat den Antrag unterstützt, aber der Ständerat hat ihn abgewiesen. Trotzdem wird verfahren, als ob der Antrag angenommen worden wäre... Mit welcher Hast 5G ungeachtet jeden Einwands installiert wird lässt uns befürchten dass die Schweizer Verwaltung vom Geist der EU-Kommission verstrahlt ist.

*Urs Spillmann*

*Übersetzung: Cooridtrud*

*Monika Berthoud*



## Invitation à l'Assemblée générale d'Attac Suisse

Chères amies, chers amis,  
Attac Suisse a le plaisir de vous inviter à sa prochaine assemblée générale qui aura lieu le

**Samedi 28 septembre de 9h30 à 13h,  
Hôtel Alpha, Rue du Simplon 13 à Fribourg**

Ce sera l'occasion de faire le bilan des activités passées et préparer les campagnes à venir et de rejoindre la manifestation nationale pour le climat à Berne à 13h30. Un déjeuner, café et croissant sera offert dès 9h

### Ordre du jour :

1. Accueil et adoption de l'ordre du jour
2. Approbation du PV de l'AG 2018
3. Rapport d'activités 2018-2019
4. Finances
  - a) Présentation des comptes;
  - b) Rapport des réviseurs;
  - c) Adoption des comptes;
5. Mise à jour des statuts et motions : Vous pouvez transmettre vos propositions à [secretariat@attac.ch](mailto:secretariat@attac.ch) d'ici au 21 septembre (7 jours avant).  
**Proposition de modification 4.1.1** : Elle (l'AG) élit *deux* ~~trois~~ responsables des finances à l'échelle fédérale, qui intègrent les travaux de la coordination. Un/e responsable des finances doit être associé-e aux travaux du secrétariat
6. Elections du comptable, des responsables des finances et des réviseurs des comptes
7. Campagnes et activités 2019
8. Divers

---

### **Conférence publique à 11h30 Présentation de l'initiative pour des multinationales responsables**

Intervenant :  
**Ilias Panchard**, coordinateur de campagne pour des multinationales responsables, Suisse romande

Portée par de nombreuses associations de la société civile, dont Attac Suisse, l'initiative pour des multinationales responsables suscite de vifs débats au sein des milieux économiques et politiques. Cette conférence sera l'occasion de présenter l'initiative, faire un état des lieux de la campagne et discuter des moyens de s'engager pour cette initiative.

Au plaisir de vous retrouver nombreuses et nombreux,

Pour Attac Suisse, Mélinna Tschanz et Nemo Krüger, co-secrétaires d'Attac Suisse



## Einladung zur Generalversammlung von Attac Schweiz

Liebe Mitglieder von Attac Schweiz,  
Es freut uns sehr, euch zur Mitgliederversammlung und einer Nachmittagsveranstaltung einzuladen.

**Samstag, 28. September 2018, von 9:30 Uhr bis 13 Uhr**  
**Hôtel Alpha, Rue du Simplon 13 in Freiburg**

Die Generalversammlung ist eine gute Gelegenheit Bilanz über vergangene Aktivitäten zu ziehen und zukünftige zu planen. Ab 9 Uhr ist für Gipfeli und Kaffee gesorgt. Um 13:30 Uhr werden wir uns in Bern der nationalen Klimademonstration anschliessen.

### Traktandenliste der Mitgliederversammlung:

1. Begrüssung und Besprechung der Traktandenliste
2. Genehmigung des Protokolls der Mitgliederversammlung 2018
3. Jahresbericht 2018-2019
4. Finanzen
  - a) Finanzbericht
  - b) Revisionsbericht
  - c) Genehmigung des Finanzberichts
5. Aktualisierung der Statuten und Motionen: Änderungen können bis am 21. September 2019 an [secretariat@attac.ch](mailto:secretariat@attac.ch) gesendet werden (7 Tage im Voraus).  
**Änderungsvorschlag 4.1.1:** Sie (die GV) wählt ~~zwei~~ drei Finanzverantwortliche, die die Koordinationsarbeit integrieren. Ein Finanzbeamter muss an der Arbeit des Sekretariats beteiligt sein.
6. Wahl des Buchhalters, der Finanzverantwortlichen und der KontorevisorInnen
7. Kampagnen und Aktivitäten 2019
8. Diverses

---

### Veranstaltung von 11h30Uhr Vorstellung der Konzernverantwortungsinitiative (auf Französisch)

Referent:

**Ilias Panchard**, Kampagnenkoordinatorin für Konzernverantwortungsinitiative in der Westschweiz.

Die Konzernverantwortungsinitiative, die von vielen zivilgesellschaftlichen Verbänden, darunter Attac Schweiz, getragen wird, ist Gegenstand heftiger Diskussionen in Wirtschaft und Politik. Diese Konferenz bietet die Gelegenheit, die Initiative vorzustellen, eine Bestandsaufnahme der Kampagne vorzunehmen und Wege zu diskutieren, wie man sich an der Initiative beteiligen kann.

Vielen herzlichen Dank für Deine Unterstützung!

Für Attac Schweiz, Mélinda Tschanz und Nemo Krüger, Co-Sekretariat Attac Schweiz



## Stellenausschreibung Co-Sekretär (Beschäftigungsgrad 20 %)

### Profil

- Attac Mitglied oder Sympathisant/in, gut vernetzt in linken Sozialen Bewegungen und Verbänden
- sprachgewandt und textstark, erfahren in der Medienarbeit
- Beherrschung der Sprachen Deutsch und Französisch
- Teamfähig, sozial kompetent, flexibel
- Gute IT-Kenntnisse

### Aufgaben

#### 1) Vereinsarbeit und Kommunikation

- Koordination der Publikation Attac-Publikationen
- Pflege und Aktualisierung der Internetseite sowie aktive sozial Media Arbeit
- Koordination der im Rahmen der Vereinsarbeit anfallenden administrativen Aufgaben (Sitzungen leiten, Protokolle schreiben)
- Koordination mit Mélinna Tschanz, westschweizer Co-Sekretärin

#### 2) Kontaktpflege und Öffentlichkeitsarbeit

- Attac Schweiz in den Medien und bei den verschiedenen Organisationen repräsentieren
- Informationen und Anfragen europäischer Attac Gruppen und anderer befreundeter internationaler Organisation entgegennehmen und bearbeiten

#### 3) Politische Arbeit

- Organisation: Für die Zukunft von Attac ist es entscheidend, dass es gelingt neue Aktivistinnen und Aktivisten zu gewinnen
- Gemeinsam mit der nationalen Koordination die Positionen und Aktionen von Attac entwickeln und festlegen
- Konzeption und Organisation von Kampagnen
- Aktuelle Themen, die für Attac von Interesse sein könnten, verfolgen, Argumente vorbereiten und Vorschläge erarbeiten.

**Bewerbungen an:** [secretariat@attac.ch](mailto:secretariat@attac.ch) **Einreicheschluss ist der 15.09.2019**, die Bewerbungsgespräche finden im September 2019 statt, die Anstellung ab Oktober 2019 oder nach Vereinbarung möglich